

Aliments et boissons

En 2010, l'industrie alimentaire connaîtra une année stable et continue

Premier secteur manufacturier d'importance au Québec, l'industrie alimentaire est plutôt à l'abri des grands mouvements de l'économie, que ce soit en période de récession ou de croissance économique. En 2009, son chiffre d'affaires était 20 milliards de dollars et procurait de l'emploi direct à 70 000 travailleurs et 125 000 emplois indirects.



Par Bernard Gauthier

« En 2010, nous prévoyons une stabilité dans nos activités avec une mince croissance mais de façon continue. Ce qui nous fait mal actuellement est la quasi parité du dollar canadien avec la devise américaine. Ça ne favorise pas nos exportations et tant et aussi longtemps que le dollar restera au-dessus de 0,90 \$, nous allons connaître un certain ralentissement », explique Sylvie Cloutier, vice-présidente, communications et affaires publiques au Conseil de la transformation agroalimentaire et des produits de consommation (CTAC).

Exporter vers d'autres marchés

Selon Sylvie Cloutier, l'industrie alimentaire doit absolument explorer d'autres avenues. « L'Union européenne est un marché intéressant et le Québec a déjà nommé l'ancien premier ministre Pierre-Marc Johnson comme négociateur dans le dossier. Les barrières tarifaires sont nombreuses et sa tâche est de trouver des ententes satisfaisantes pour le Québec. »

Outre l'Europe, le CTAC travaille également avec d'autres pays avec lesquels des accords existent déjà. L'Amérique du Sud est un continent qui intéresse de près l'organisme, notamment le Pérou. Plus près, des approches sont entamées avec d'autres provinces canadiennes comme c'est le cas avec l'Ontario. « Des régions comme le Moyen-Orient et l'Inde ont été approchées. La population croît à une vitesse énorme et il y a des besoins alimentaires grandissants de ce côté-là. »

Pour le CTAC, les exportations jouent un rôle fondamental dans la croissance de l'industrie agroalimentaire. Bien que nos voisins du Sud représentent 64 % des exportations à l'étranger, les ventes internationales vers d'autres pays ont contribué pour plus de 17 % de la croissance des expéditions du secteur au Québec. Dans un communiqué, on indique que « près de la moitié des transformateurs agroalimentaires québécois sont présents sur les marchés internationaux qui représentent plus de 140 pays. »

Principaux enjeux

Le CTAC soutient que les enjeux dans la transformation alimentaire au Québec sont très nombreux. Outre la ferme volonté de percer d'autres marchés à l'étranger, le secteur doit s'attaquer à : la concurrence de plus en plus forte, la fusion des grandes chaînes alimentaires et des concurrents, la compétitivité sur les prix et les coûts/la profitabilité, le recrutement d'une main-d'œuvre compétente, la formation et la rétention, les coûts reliés aux projets d'innovation, de recherche et de développement, les crises dans le secteur de l'alimentation et la confiance des consommateurs, le cadre réglementaire de plus en plus lourd et exigeant, les normes moins rigoureuses pour les produits concurrentiels importés, l'accès aux grandes chaînes et les négociations avec celles-ci et finalement les changements technologiques.

Au Québec, le nombre d'entreprises vouées à la transformation alimentaire se situe entre 1 200

et 1 300. Elles sont principalement réparties autour de la grande région de Montréal-Laval avec une concentration majeure en Montérégie.

La transformation alimentaire représente 14 % des emplois du secteur manufacturier et est le secteur le plus important de l'économie québécoise, surclassant même les industries de l'équipement de transport, des produits chimiques et du traitement des métaux.

Les produits fabriqués au Québec sont très diversifiés. Selon le MAPAQ, le Québec est particulièrement reconnu à l'étranger pour le porc, le veau de lait, les fromages fins, les produits de l'érable, les canneberges et les jus de fruits.

Chez Investissement Québec, on ajoute que le Québec demeure le troisième producteur de canneberges au monde et un important producteur de bleuets sauvages et de fraises au pays et produit plus de 70 % du sirop d'érable dans le monde. La Société d'état ne cache pas sa satisfaction de voir des multinationales choisir le Québec pour démarrer leurs activités en raison des avantages fiscaux qui leur sont accordés. « Investissement Québec nous a aidés à élaborer un projet de près de 8 millions de dollars pour l'acquisition d'équipement d'emballage ultramoderne, pour lequel elle nous a accordé une contribution non remboursable. De plus, elle nous a mis en lien avec tous les intervenants dont nous avons besoin pour mener notre projet à bien », a précisé Christian Bossé, directeur des opérations, Les Aliments Dare, en 2009.

TRANSAQ

En novembre dernier, Transformation Alimentaire Québec (TRANSAQ) – une unité autonome de service du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) - a publié une étude sur la dynamique et les tendances du marché agroalimentaire à l'intérieur de laquelle il est démontré que « non seulement les consommateurs ont tendance à être moins fidèles à leurs marques et magasins habituels, mais ils seraient aussi plus sensibles au prix des produits, et ce, particulièrement dans la situation économique actuelle. Selon plusieurs personnes interrogées, les consommateurs mettront de côté certains produits haut de gamme, fins et spécialisés, voire des produits santé offerts à des prix plus élevés, pour retourner aux produits de base ou adopter les versions moins chères offertes par les marques de distributeurs. »

Gala canadien

La 4e édition du Gala canadien à l'exportation agroalimentaire aura lieu le 21 avril prochain au Palais des congrès de Montréal. Il s'agit du plus important événement de l'industrie alimentaire au Canada réunissant les acheteurs des deux côtés de la frontière. L'objectif de cette année vise à souligner l'excellence en matière d'exportation de l'industrie.

À titre comparatif, le Gala de l'an dernier a rassemblé plus de 500 exposants et 12 000 visiteurs s'y étaient donnés rendez-vous.

Le CTAC regroupe l'Association des manufacturiers de produits alimentaires du Québec (AMPAQ), le Conseil de la Boulangerie du Québec (CBQ), l'Association des abattoirs avicoles du Québec (AAAQ), le Conseil de l'industrie acéricole (CIA) et l'Association des viculteurs négociants du Québec (AVNQ).